

DISCOURS de M. LEJEUNE

Bonsoir, mesdames et messieurs, à la fin de cette journée il reste peu de choses à dire, il a été beaucoup discuté pendant toute cette journée, je vais donc être assez rapide si vous le voulez bien et me concentrer, à la fin, sur deux trois choses et ce que vient de dire David Nabarro sur la coordination. Tout d'abord et ça n'a pas été suffisamment dit aujourd'hui c'est pourquoi ces questions d'investissements de l'agriculture dans les pays d'Afrique subsaharienne sont tellement déterminantes. C'est tout d'abord, et la Banque mondiale l'a répété dans son dernier rapport, parce qu'un dollar investi dans le développement de l'agriculture a quatre fois plus d'effet sur la croissance qu'un dollar investi dans un autre secteur. Ça revient peut être à rappeler quelques fondamentaux du développement économique mais c'est toujours important de le faire et dommage qu'au cours des 20 dernières années cet aspect là a été oublié puisque force est de constater aujourd'hui, ce réinvestissement dans l'agriculture est aussi difficile et force est de rappeler que depuis 20 ans l'aide publique au développement a été divisée par 2 et que dans certains portefeuilles d'organismes internationaux le portefeuille agricole a été divisé par 5 ; donc nous sommes aujourd'hui devant cette situation de sous-investissement chronique dans le secteur agricole qu'il faut rattraper en même temps qu'il faut faire face à de nouveaux défis, celui de la crise alimentaire - qui n'a peut-être pas beaucoup été évoqué aujourd'hui mais qui, depuis un an, a quand même eu pour conséquence de générer 73 millions de personnes supplémentaires sous-alimentées et peut-être 100 millions sur 2008.

Ce matin la situation de l'Afrique a été présentée avec une projection à l'année 2030. Il semble important d'aller un peu plus loin et voir ce que l'Afrique sera en 2050. C'est une date importante car la population mondiale devrait se stabiliser selon les projections des Nations-unies et se stabiliser avec des mouvements contraires, les pays développés commençant à voir baisser leur population alors que les pays les plus pauvres, les pays en développement continueront de connaître une croissance démographique importante et en 2050 l'Afrique sera probablement le continent le plus peuplé du monde avec 2 milliards d'habitants assez loin devant l'Asie assez loin devant la Chine et devant l'Inde. Cette situation de forte progression démographique parce que c'est un doublement de la population qui va se passer très rapidement va se heurter et va produire un effet de ciseau avec les conséquences du réchauffement climatique sur la production agricole et si on ne prends pas conscience aujourd'hui de cet effet de ciseau possible nous ne pourrons pas réagir en temps voulu à ces complications qui sont devant nous. Donc dès aujourd'hui il faut pouvoir appréhender à la fois cette évolution démographique et ses conséquences du réchauffement climatique sur la

production agricoles puisque les contraintes sur la production agricole seront encore plus fortes en Afrique. Alors il faut investir, ça été dit, il faut les programmes et les projet existent, le président Kaberuka l'a rappelé, il ne s'agit pas de réinventer des projets qui existent pour l'ensemble des régions africaines, c'est pourquoi ces projets peuvent encore être améliorés, chacun en est convaincu et face à la crise alimentaire qui existe aujourd'hui, face à l'insuffisance d'investissements que nous pouvons constater depuis 20 ans, nous avons une action a conduire en 2 temps , tout cela devant se faire en parallèle. Prmièrement nous devons obtenir des résultats en matière de production vivrière et c'est tout l'objet des programmes qui sont lancés actuellement de développement des productions vivrières locales qui ont été discutés dans le cadre de « l'assemblée des Nations Unies » à New York et ça suppose d'aider à l'achat de semences, de fertilisants, d'aliments du bétail - et l'exemple qui a été donné ce matin du Malawi est typique de ce que l'on peut faire très rapidement pour relancer la production agricole sur une deux trois campagnes dans de nombreux pays - mais très rapidement on va se heurter au deuxième aspect de ces engagements que nous devons prendre de ces investissements à réaliser en matière d'infrastructures puisque très rapidement se pose la question de capacité de stockage, les questions de transport, de commercialisation, et évidemment la question d'irrigation puisque l'Afrique, avec ses 4% de terres irriguées aujourd'hui, est très loin autres continents comme l'Asie et qui est aujourd'hui a 38% et l'on a là des potentiels de développement énormes qui sont encore sous-utilisés mais qui nécessitent à la fois de grands aménagements hydrauliques et de petits aménagements hydrauliques locaux. En conclusion, parce que je ne voudrai pas être trop long, je veux dire que les enjeux aujourd'hui sont très importants et ça été dit et répété tout au long de la journée, nous avons donc ce retard d'investissement à rattraper - 20 ans de retard d'investissement à rattraper en matière agricole - cet effet de ciseau qui est devant nous entre l'évolution démographique et l'impact du réchauffement climatique sur les conditions de productions ; malgré tout nous avons des potentiels énormes qui restent à développer en matière de production agricole nous avons aussi d'autres facteurs d'optimismes qui sont les réussites d'un certain nombre de pays et il faut non pas seulement regarder ce qui fonctionne difficilement et ce qui fonctionne mal mais aussi mesurer tout le chemin parcouru par un certain nombre de pays dans l'auto-suffisance alimentaire qui désormais exportent leur production agricole. On sait donc ce qu'il faut faire au point de vue technique.

Je finirai juste en disant que on sait ce qu'il faut faire d'un point de vue technique mais pas seulement technique on sait aussi que c'est en travaillant avec les organisations professionnelles agricoles, en travaillant avec la société civile, en travaillant avec le secteur

privé que, sur le terrain, avec ces partenaires là, les programmes fonctionnent mieux que s'ils n'y sont pas.

Ce qui nous manque aujourd'hui c'est de l'argent. Michel Camdessus a évoqué tout à l'heure les 12 milliards de dollars qui sont nécessaires. Ces chiffres sont une actualisation pour l'Afrique subsaharienne de ce qui avait été calculé en 2002. Le programme contre la faim qui avait été bâti est maintenant réactualisé et si nous voulons remplir les objectifs du millénaire en 2015 comme ça avait été prévu il nous reste 7 ans et si nous voulons donc diminuer par 2 la proportion des personnes mal nourries sur la planète c'est ce niveau d'investissement auquel il faut pouvoir s'engager dès à présent. Nous manquons d'argent, nous manquons de moyens de coordination mais là je veux dire tout l'apport qui a été fait par le secrétaire général des nations unies et avec l'équipe de haut niveau qui a travaillé depuis plus de six mois maintenant et qui a redonné de la coordination à l'ensemble du système qui en avait besoin ce qui nous manque un petit peu encore aujourd'hui c'est un peu plus de cohérence et je regarde maintenant du côté de l'OMC car il faudrait aussi que ce que l'on fait aujourd'hui en matière d'organisation marché soit aussi fait pour la sécurité alimentaire. Je vous remercie.